

Scam* Acte d'adhésion aux statuts

Merci de retourner ce formulaire complété et signé, accompagné des pièces suivantes :

- photocopie d'une pièce d'identité
- relevé d'identité bancaire ou postal du compte à créditer

- bulletins de déclaration des œuvres constituant l'apport social
- copie des contrats relatifs aux œuvres déclarées
- pour les journalistes de presse écrite, copie de la carte professionnelle en cours de validité

aucune demande d'adhésion ne sera examinée si le dossier est incomplet

Le montant de la part sociale (7,62 €) sera imputé sur le premier versement de droits.

M. Mme nom de famille:

nom d'usage

prénoms

pseudonyme(s) complet(s)

souligner le nom d'auteur choisi pour l'inscription – ce nom figurera sur tous les documents (correspondance, relevés de droits, etc.)

né(e) le

à

pays

nationalité

adresse

téléphone fixe

portable

fax

courriel (1)

site internet personnel

pays de rattachement fiscal

organisme de recouvrement des cotisations sociales

AGESSA

Maison des artistes

numéro de sécurité sociale

_ _ _ _ _

appartenance à une ou plusieurs sociétés d'auteurs françaises ou étrangères

oui

non

noms de ces sociétés

répertoire concerné audiovisuel/sonore

musical

littéraire

arts visuels (dessins, illustrations, photographies, etc.)

Paraphe

Sous réserve de mon admission par le conseil d'administration, je déclare adhérer aux statuts et règlement général de la société, après en avoir pris connaissance.

En conséquence, pendant toute la durée de mon adhésion :

- je prends l'engagement d'exécuter fidèlement les prescriptions figurant à la charge de tout associé,
- **je fais apport en propriété à la société,** du fait même de mon adhésion, du droit d'autoriser ou d'interdire les exploitations suivantes :

1. la reproduction ou représentation totale ou partielle, texte écrit ou parlé et/ou images, par le moyen de réseaux et supports numériques ou analogiques, de phonogrammes, de la radiodiffusion, du cinéma, de la télévision, de vidéogrammes (vidéocassettes ou vidéodisques notamment) ou par tout autre moyen audiovisuel connu ou inconnu à ce jour de mes œuvres autres que dramatiques ou musicales, dont la première diffusion a été ou sera réalisée par l'un de ces moyens,

et

2. toute exploitation secondaire, y compris par le moyen de réseaux, ou de supports numériques de mes œuvres créées dans le cadre d'un contrat de travail de journaliste professionnel conclu avec une entreprise de presse, une agence ou une entreprise de communication audiovisuelle, le cas échéant dans les limites des accords collectifs ayant confié la gestion de ces droits à la Scam,

et

3. la reproduction ou représentation de mes œuvres visuelles relevant de la photographie, de l'illustration graphique, du dessin de presse, de la bande dessinée, etc. par le moyen de la télédiffusion, des réseaux et supports analogiques ou numériques, du cinéma ou par tout autre moyen connu ou inconnu à ce jour.

Le cas échéant, barrer et parapher le ou les paragraphes comportant les droits d'exploitation dont vous ne souhaitez pas faire l'apport.

Mon adhésion vaut pour les pays suivants :

- pays de perception directe :
 - France
 - Belgique
 - Canada francophone
 - Grand-duché de Luxembourg
 - Principauté de Monaco
- tous pays dans lesquels existe une société de perception et de répartition avec laquelle la Scam a conclu un contrat de réciprocité, dans la limite des droits administrés par la société locale.

Sauf les restrictions territoriales expresses suivantes :

.....
.....
.....
.....

Fait à.....

Le.....

Signature précédée de la mention manuscrite
«Lu et approuvé, bon pour apport et adhésion»

Cadre réservé à l'administration

Adhésion validée par le conseil d'administration du :

Date de début de l'activité professionnelle d'auteur

Formation (à compléter ou joindre un curriculum vitae)

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Parcours professionnel (à compléter ou joindre un curriculum vitae)

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Paraphe

Œuvres textuelles et/ou images fixes

Acte d'apports complémentaires

pour les droits de reprographie, copie privée, usages pédagogiques, prêt public en bibliothèque

Je soussigné(e) nom et prénom(s)

auteur de : texte images fixes (*rayez la mention inutile*)

déclare avoir pris connaissance des statuts et du règlement général de la Scam.

Sous réserve de mon admission par le conseil d'administration de cette dernière, et vu l'article 2 des statuts, je fais apport en gérance à la société du fait même de mon adhésion en tous pays et pour la durée de la société :

a) de mon droit de percevoir toute rémunération relative à la **reprographie** de mes œuvres. Par « rémunération relative à la reprographie », il convient d'entendre, aux termes de l'article L.122.10 du code de la propriété intellectuelle, la rémunération due au titre de la reproduction d'une œuvre publiée, sous forme de copie sur papier ou support assimilé par une technique photographique ou d'effet équivalent en permettant une lecture directe ;

b) de mon droit de percevoir toute rémunération relative à la **copie privée** de mes œuvres. Par « rémunération relative à la copie privée », il convient d'entendre, aux termes de l'article L.311-1 du même code, la rémunération due au titre de la reproduction de mes œuvres [textuelles et/ou images fixes] sur un support d'enregistrement numérique, strictement réservée à l'usage privé de la personne qui la réalise et non destinée à une utilisation collective ;

c) de mon droit de percevoir toute rémunération relative aux **usages pédagogiques** qui sont faits de mes œuvres. Par « rémunération relative aux usages pédagogiques », il convient d'entendre, aux termes de l'article L.122-5-3°, e) du même code, les utilisations de mes œuvres à des fins d'illustration des activités d'enseignement et de recherche telles qu'autorisées dans le cadre des accords sectoriels conclus avec le Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche en février 2006, puis, dans le cadre de la loi n° 2006- 961 du 1^{er} août 2006.

Pour le texte seul :

d) de mon droit de percevoir toute rémunération au titre du **prêt public en bibliothèque** de mes œuvres. Par « rémunération au titre du prêt public en bibliothèque », il convient d'entendre, aux termes de l'article L.133-1 du même code la rémunération due au titre de la mise à disposition de mes œuvres publiées sous forme de livre pour l'usage du prêt en bibliothèque accueillant du public.

Œuvres concernées et Garantie

Mes apports resteront acquis à la Scam pendant toute son existence. Ils concernent tant mes œuvres textuelles et/ou images fixes déjà créées à la date de mon adhésion que celles qui le seront postérieurement à celle-ci et aussi longtemps qu'elle durera. Pour ce faire, je joins la liste de mes œuvres que je souhaite déclarer au répertoire de la Scam (à l'aide du bulletin de déclaration des œuvres textuelles et/ou images fixes).

Je m'engage ainsi :

- pour les œuvres créées à compter de la date de mon adhésion : à ne pas confier à quelque tiers que ce soit la gestion de ces droits pour les mêmes territoires que ceux visés aux présentes et pour la durée de mon adhésion ; tout acte contraire serait inopposable à la Scam ;
- pour les œuvres créées antérieurement : à dénoncer dans les meilleurs délais tout mandat que j'aurais pu confier de la sorte à un tiers et à les déclarer au fur et à mesure à la Scam.

Néanmoins, et ce, conformément aux règles statutaires, je reste libre de procéder à un retrait partiel ou à un retrait total d'apport emportant démission. Le retrait d'apport notifié à la Scam prenant effet au 31 décembre de l'année civile en cours, celle-ci continuera à percevoir les droits dus à l'occasion de l'exploitation de mes œuvres déclarées jusqu'à la date d'effet du retrait d'apport.

Étendue territoriale des apports (cf. article 3 des statuts et article 26 du règlement général)

Ayant la faculté de limiter mes apports à un ou plusieurs territoires, j'indique ici les territoires pour lesquels je ne fais pas apport de mes droits à la Scam :

.....

Le cas échéant, barrer et parapher le ou les paragraphes comportant les droits à rémunération dont vous ne souhaitez pas faire l'apport.

Fait à.....

Le.....

Signature précédée de la mention manuscrite
 «Lu et approuvé, bon pour apport et adhésion»